



AESH, enseignants...

Tous ensemble pour que les AESH obtiennent enfin un vrai statut et un vrai salaire !

Tous ensemble pour l'abandon des PIAL !

Dans les départements, les conséquences de l'inclusion scolaire systématique rendent la situation intenable pour les personnels :

- la mise en place des PIAL entraîne une mutualisation et donc une diminution de l'accompagnement apporté aux élèves en situation de handicap ou à besoins particuliers, les AESH sont ballotés entre plusieurs écoles ou établissements, les conditions de travail se dégradent pour tous, enseignants comme AESH, les casse-têtes deviennent permanents pour les directeurs ;
- les AESH n'en peuvent plus de la précarité dans laquelle ils sont maintenus. Ils veulent un vrai statut de fonctionnaire et un vrai salaire ;
- des milliers d'élèves n'ont pas accès aux établissements sociaux et médico-sociaux faute de places en nombre suffisant. Ces établissements sont d'ailleurs voués à disparaître en tant que tels, les PIAL devant « bénéficier de l'appui des professionnels du secteur médico-social, coordonné en pôle ressource qui interviendront dans les établissements scolaires », pour aider à gérer les élèves inclus.

Les mobilisations et les rassemblements se multiplient

Cette situation est insupportable, en premier lieu pour les AESH, qui étaient présents dans toutes les manifestations du 26 janvier, qui ont fait grève massivement en Seine Saint-Denis le 9 février et qui ont décidé après leur rassemblement de 300 de se rendre au ministère. Ils participent nombreux aux réunions syndicales organisées par la FNEC FP-FO partout en France pour se regrouper et faire valoir leurs revendications.

Elle est insupportable pour la totalité des personnels des écoles – AESH, enseignants, PsyEN – qui sont appelés à se rassembler le 24 mars en Haute-Loire, dans le Rhône, dans le Puy de Dôme ... pour exiger ensemble l'abandon des PIAL, un vrai statut et un vrai salaire pour les AESH.

Elle est insupportable aussi pour les élèves : alors que l'enseignement spécialisé est démantelé minutieusement depuis des années, les notifications MDPH qui ne sont plus respectées s'apparentent ni plus ni moins à de la maltraitance.

Préparons la grève jeudi 8 avril sur les revendications !

Dans cette situation, une large intersyndicale (FNEC FP-FO, FSU, CGT Educ'action, SUD Education, SNALC, SNCL-FAEN) soutient les rassemblements du 24 mars et appelle les AESH à faire entendre leurs revendications à l'occasion d'une journée de grève nationale le 8 avril.

Les personnels de l'Education nationale sont invités à être partie prenante de cette mobilisation en participant à la grève auprès des AESH pour faire valoir les revendications :

- Un véritable statut de la Fonction Publique pour les AESH avec un vrai salaire, des droits statutaires légitimes (garantie de l'emploi, rémunération à plein temps, possibilité de mutation, droit à la formation initiale et continue...) !
- Une revalorisation des salaires et la possibilité de contrats à temps complet pour permettre aux AESH de vivre de leur travail !
- L'abandon des PIAL et de la politique de mutualisation des moyens !
- Le recrutement massif d'AESH pour permettre aux élèves ayant des notifications d'être accompagnés à hauteur des besoins !

Le SNUDI-FO appelle les syndicats départementaux à prendre dès maintenant toutes les initiatives pour regrouper les AESH et les autres personnels sur ces revendications, à convoquer des intersyndicales partout où c'est possible, à organiser des rassemblements et la grève le 8 avril.

Force Ouvrière continue d'exiger le maintien de tous les établissements et structures spécialisées, dont l'existence est remise en cause notamment avec les PIAL, ainsi que la création d'établissements supplémentaires pour répondre aux besoins.

Le SNUDI-FO appelle tous ses syndicats départementaux à préparer une grève massive de tous les personnels jeudi 8 avril.

Montreuil, le 18 mars 2021